

Les subsides

En outre, nos politiques monétaires et financières favorisent la répartition inégale de la richesse à l'intérieur du pays. Ce n'est un secret pour personne qu'en dépit des efforts du gouvernement dont il se vante volontiers, les données actuelles indiquent que la situation est exactement ce qu'elle était il y a dix ans.

En somme, la politique monétaire actuelle du gouvernement favorise la mainmise étrangère sur notre économie, laquelle entraîne une hausse des taux d'intérêt qui, à son tour, accroît la mainmise étrangère, laquelle réclame une politique monétaire. C'est un cercle vicieux, une situation sans issue. Comme mon chef l'a dit à bien des reprises, nous marchons sur une trépineuse. Tant que nous nous en tiendrons à la politique monétaire actuelle, il sera difficile de progresser parce que nous nous enfonçons lentement dans le marasme économique.

On peut dire, je pense, que le remède que propose le gouvernement pour combattre l'inflation, soit une politique de taux d'intérêt élevés, contribue à empirer le mal. Désormais, le remède lui-même est devenu un problème. Toute politique favorable à des taux d'intérêt élevés engendre par elle-même de l'inflation. Voyons un peu la situation désastreuse qu'a engendrée la politique de taux d'intérêt actuelle. Le groupe de travail des progressistes conservateurs, qui vient de parcourir tout le pays, a entendu les témoignages de Canadiens de toutes les régions. De toute évidence, ils étaient unanimes à condamner la politique de taux d'intérêt élevés du gouvernement. Le message de presque tous les secteurs de l'économie était le même, et tenait en deux mots: la politique actuelle de taux d'intérêt élevés est inopportune et néfaste.

● (1230)

Cette politique explique en grande partie le fait qu'il existe actuellement au Canada, en termes réels, 1,800,000 personnes sans emploi, et que ce chiffre ne cesse d'augmenter. Il y a, à l'heure actuelle, et cela augmente tous les jours, 22 p. 100 d'entreprises commerciales et 54 p. 100 d'exploitations agricoles qui font faillite. En février seulement, 2,403 Canadiens se sont déclarés personnellement en faillite. Cela exclut les entreprises en liquidation ou qui ferment simplement leurs portes pour échapper à une situation sans espoir. Cela exclut les agriculteurs qui vendent leur exploitation avant la saisie des banques, ou les éleveurs qui liquident leur cheptel à des prix dérisoires. Cela exclut également tous ceux qui ont perdu leur maison parce que les taux d'intérêt hypothécaires sont trop élevés.

Cette politique monétaire, monsieur l'Orateur, crée des problèmes économiques et sociaux qu'il faudra des années, peut-être des décennies, à surmonter. Le pire, bien entendu, c'est que le prétendu remède a contribué plus que toute autre mesure gouvernementale, à l'exception du budget du 12 novembre, à diminuer encore davantage la confiance qu'ont les consommateurs et les investisseurs dans notre pays. Cette confiance n'a jamais été aussi faible. Je ne suis jamais aussi déçu que lorsque je m'adresse à des élèves et que j'entends des jeunes dans des écoles primaires et secondaires, me dire qu'ils ont perdu tout espoir de trouver un jour un emploi satisfaisant. Leurs parents, après avoir travaillé dans une mine ou dans une usine pendant une dizaine ou une quinzaine d'années, sont actuellement au chômage. Ces jeunes perdent tout espoir en l'avenir, ce qui ne s'était jamais produit auparavant dans notre pays. Ce qui distinguait le Canada de la plupart des autres

pays du monde, c'est qu'un Canadien savait que l'avenir serait meilleur que le présent. C'est pourquoi des millions de personnes cherchent à devenir citoyens canadiens, pour partager l'espoir et l'optimisme qui ont généralement caractérisé notre pays. Cela n'est plus le cas aujourd'hui, monsieur l'Orateur.

Pourquoi, monsieur l'Orateur, suivons-nous cette politique particulière pour lutter contre l'inflation? Le ministre des Finances nous a dit à maintes reprises qu'il est important de juguler l'inflation. Personne à la Chambre ne dirait le contraire. Il prétend que pour juguler l'inflation, il faut s'accrocher à cette politique monétaire. Nous avons adopté cette politique il y a sept ans et nous continuerons à l'appliquer. Toutefois, j'estime qu'il y a un meilleur moyen de lutter contre l'inflation. On peut s'y prendre de deux façons. Un des moyens auquel a recouru le gouvernement actuellement avec l'appui, je présume, des conservateurs, est d'étrangler notre économie. Le gouvernement y réussit parfaitement bien. Malheureusement, tout indique que cette façon d'agir n'a aucune répercussion sensible sur le taux d'inflation.

Il y a un autre moyen, monsieur l'Orateur, de faire fléchir l'indice des prix à la consommation qui nous obsède ce matin, et c'est d'accroître la productivité. S'il y a un pays au monde à l'heure actuelle qui possède la capacité d'accroître sa productivité de façon appréciable c'est bien le Canada. D'autres pays n'ont pas forcément cette possibilité à leur disposition. Ils doivent continuer à appliquer la politique monétaire américaine que d'autres pays ont tenté de suivre également. Toutefois, le Canada n'est pas tenu d'adopter cette seule approche et une productivité accrue est certes une solution plus positive qui nous est accessible.

Il est décevant d'entendre dire que notre industrie manufacturière ne fonctionne plus qu'à 75 p. 100 de sa capacité. Je crois juste de se demander ce qui peut être fait. Les problèmes sont facilement identifiables, mais quelles sont les solutions? Ma foi, j'estime qu'il faudrait en tout premier lieu stabiliser les taux d'intérêt. S'il y a quelque chose qui embrouille et déçoit les investisseurs, canadiens et étrangers, c'est bien le fait que nos taux d'intérêt évoluent comme des montagnes russes. Nous jouons à la roulette russe des taux d'intérêt tous les jeudis et il n'y a jamais moyen de prévoir plus de sept jours à l'avance ce que sera le prochain taux d'intérêt.

Une voix: Le jeu de bascule.

M. Riis: La bonne vieille méthode du jeu de bascule. Comment voulez-vous que les hommes d'affaires et les investisseurs agrandissent leurs entreprises, ou en lancent de nouvelles avec une pareille incertitude? La première chose qu'un investisseur recherche dans un pays, c'est la stabilité; il tient à savoir de façon assez précise ce qui va s'y passer dans les mois ou les années à venir. La seule chose dont il peut se passer, c'est d'une politique de taux d'intérêt qui permet une variation à tous les sept jours. Il faut donc d'abord et avant tout, monsieur l'Orateur, stabiliser les taux d'intérêt.

Ensuite, il faut évidemment réduire les taux d'intérêt. Bon, je sais qu'on nous a reproché à nous, les néo-démocrates, de proposer ce que les gens appellent une méthode plutôt simpliste, à savoir qu'une réduction des taux d'intérêt contribuera à résoudre les problèmes. Jamais nous n'avons dit cela. Nous estimons qu'il serait à la fois opportun et nécessaire d'abaisser les taux d'intérêt à un niveau qui serait, disons, d'au moins un pour cent supérieur au taux d'inflation, et cela, dans le cadre